

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

SOIXANTE-DIX-HUITIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Monrovia, 1 – 2 juin 2017

REGLEMENT C/REG.13/06/17 PORTANT MISE EN PLACE D'UNE ASSOCIATION REGIONALE DE LA QUALITE DENOMMEE AGENCE DE LA QUALITE DE LA CEDEAO (ECOWAQ)

LE CONSEIL DES MINISTRES

VU les articles 10, 11, 12 du Traité Révisé de la CEDEAO, tels qu'amendés Portant Création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions,

VU l'article 26, paragraphe 3 (i) dudit Traité Révisé qui dispose que les Etats membres doivent adopter des normes communes et des systèmes de contrôle de qualité adéquats ;

VU l'Acte Additionnel A/SA.1/02/13 Portant adoption de la Politique Qualité de la CEDEAO (ECOQUAL) et son cadre de mise en œuvre ;

VU l'Acte Additionnel A/SA.2/07/10 Portant adoption de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ) et son plan d'actions ;

VU le Règlement C/REG.14/12/12 Portant adoption des procédures d'harmonisation des Normes de la CEDEAO (ECOSHAM) ;

VU le Règlement C /REG.19/12/13 portant Adoption du Schéma de l'Infrastructure Régionale de la Qualité de la CEDEAO ;

VU l'article 7 paragraphe 4 dudit Règlement C /REG.19/12/13 qui autorise la Commission de la CEDEAO à mettre en place des structures régionales de la qualité ;

CONSIDERANT que la gestion de l'Infrastructure Qualité de la CEDEAO nécessite la création d'un organisme de coordination de toutes les activités relevant de la mise en œuvre de ladite Infrastructure ; *MS*

CONSIDERANT qu'il n'est pas viable de confier la coordination des activités de promotion de la qualité à une direction de la Commission en ignorant la contribution et la participation des parties prenantes;

CONSIDERANT que seul un organisme à vocation communautaire peut permettre à la Commission de la CEDEAO et aux Etats membres d'assurer une mise en œuvre efficace des politiques définies dans le cadre de la promotion de la qualité ;

SUR RECOMMANDATION de la Réunion des Ministres en charge de la qualité de la CEDEAO qui s'est tenue à Abidjan, Côte d'Ivoire, le 21 avril 2017

DESIREUX de mettre en place une agence régionale chargée de la mise en oeuvre du Schéma de l'Infrastructure Qualité de la CEDEAO

EDICTE

ARTICLE 1^{ER} : AUTORISATION DE MISE EN PLACE

Le Conseil des Ministres autorise la mise en place de l'Association régionale de la Qualité dénommée Agence de la Qualité de la CEDEAO (ECOWAQ) conformément à l'article 7 du Règlement C/REG.19/12/13 portant adoption du Schéma de l'Infrastructure Régionale de la Qualité de la CEDEAO.

ARTICLE 2 : MECANISME DE MISE EN PLACE

L'Agence de la Qualité de la CEDEAO (ECOWAQ) fonctionne dans le cadre d'un acte approuvé par son Assemblée Générale Constitutive. Cet acte regroupe l'ensemble des dispositions nécessaires à son organisation, son fonctionnement et son financement.

ARTICLE 3 : MODALITES DE COOPERATION ENTRE LA COMMISSION DE LA CEDEAO ET L'AGENCE DE LA QUALITE DE LA CEDEAO (ECOWAQ)

En application du paragraphe 4 point 12 de la Politique Qualité de la CEDEAO (ECOQUAL) adopté par l'Acte Additionnel A/SA.1/02/13, il est confié à l'Agence de la Qualité (ECOWAQ), à travers un protocole d'entente, la gestion opérationnelle du Schéma de l'Infrastructure Qualité de la CEDEAO, notamment la mise en œuvre des missions suivantes :

- a) l'assistance à la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil Communautaire de la Qualité ;
- b) la gestion d'un Secrétariat Permanent commun du Conseil Communautaire de la Qualité, des Comités techniques communautaires et du Système Régional d'Accréditation ;
- c) la gestion du schéma régional de certification et des marques régionales de certification ; *MK*

- d) l'appui à la mise en œuvre d'activités de promotion de la qualité, notamment l'organisation technique du Prix CEDEAO de la Qualité et la gestion des Marques ;
- e) Toutes autres activités en relation avec la promotion de l'infrastructure qualité régionale.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR ET PUBLICATION

Le présent Règlement entre en vigueur à compter de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres et sera publié par la Commission dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours. Il sera également publié par chaque Etat membre dans son Journal Officiel trente(30) jours après notification par la Commission.

FAIT À MONROVIA LE 2 JUIN 2017

POUR LE CONSEIL,

LA PRESIDENTE,


.....
MARJON KAMARA

SIGNE A MONROVIA LE *5 June*.....2017